

LA CROIX 14.03 2012

Les religions refusent leur instrumentalisation par le débat politique

Les responsables des six principales religions de France se sont retrouvés mercredi 14 mars dans le cadre de la Conférence des responsables de culte en France

AFP/PATRICK KOVARIK

Le ministre de l'intérieur Claude Guéant (à gauche), parle avec les membres de la Conférence des responsables de culte en France, le 15 avril 2011.

Regrettant les polémiques « stigmatisantes » sur les pratiques religieuses alimentaires, ils se refusent pourtant à prendre position dans la campagne

[Pour la présidentielle, les protestants de France appellent à un « effort de vérité »](#)

[Nicolas Sarkozy rend hommage aux soldats musulmans de 1914-1918](#)

Cinq phrases seulement... Pour [leur communiqué](#), publié suite à leur rencontre trimestrielle, mercredi 14 mars, les membres de la Conférence des responsables de culte en France (CRCF) ont fait preuve de sobriété. À quelques semaines des élections, chaque mot a été longuement pesé.

Si, donc, les responsables catholiques, protestants, orthodoxes, musulmans, juifs et bouddhistes, qui composent cette conférence, sont d'accord pour qualifier les récentes polémiques sur les « pratiques religieuses alimentaires » d'« inquiétantes et stigmatisantes », ils refusent de « revenir » dessus dans l'immédiat, par crainte de toute récupération. En revanche, « le moment venu » la conférence proposera « une réflexion large et informée, sur le sens des rites et des pratiques religieuses dans notre société ».

Une économie de mots qui dit les limites de cette structure. [Constituée pour former une plate-forme de rencontre des religions](#) de France, en novembre 2010, la Conférence s'est pour l'instant surtout retrouvée pour défendre le rôle des religions dans l'espace public. Le 28 mars 2011, elle avait ainsi publié [un vigoureux texte en ce sens](#).

LES REMISES EN CAUSE DE LA LAÏCITÉ MENACENT TOUTES LES RELIGIONS

De ce point de vue, de l'aveu même de ses membres, le bilan est maigre. « On doit bien constater qu'en un an, la laïcité a pris des coups », note ainsi, pour l'Église catholique, son porte-parole, Mgr Bernard Podvin.

Pourtant, en amont de la campagne électorale, en septembre, la Conférence avait organisé [un colloque au Sénat, pour « une laïcité de la bonne intelligence »](#). Mais « jamais campagne électorale n'a donné autant le sentiment d'instrumentaliser les religions, mettant en cause le principe même d'une libre pratique », constate Carol Saba, porte-parole de l'Assemblée des Évêques orthodoxes de France. Car, même visant pour l'essentiel la communauté musulmane, ces remises en cause menacent au final toutes les religions.

CHACUN EST INTERVENU DANS LA CAMPAGNE DE SON CÔTÉ

Au-delà de cette attitude défensive, on serait bien en peine de trouver, dans le communiqué de ce mercredi, une prise de position dans le débat politique. Ce n'est pas l'objectif de la Conférence, « structure informelle de dialogue » précise Mgr Podvin : « il ne s'agit pas d'un front commun des religions face aux pouvoirs publics, qui serait l'addition de revendications communautaristes ».

Chacun est donc intervenu dans la campagne de son côté, en fonction de son identité : l'Église catholique en novembre avec la publication d' [un texte visant à éclairer les catholiques, les protestants ce même mercredi](#), la communauté juive, via le Crif. Avec pourtant un point commun, exprimé dans le communiqué : que les vrais enjeux soient abordés dans cette campagne, qui sont, non pas les pratiques religieuses, mais « l'éducation, l'emploi, la pauvreté ou encore la gouvernance européenne »...

ISABELLE DE GAULMYN